

C'est la rentrée scolaire pour des millions d'élèves et pour les travailleurs.euses de l'éducation. Une rentrée encore marquée par l'écho des conflits durs de la dernière année scolaire contre les réformes Macron/Blanquer et surtout les bouleversements liés à la pandémie de COVID-19. La crise sanitaire est encore là et le système éducatif n'est toujours pas préparé de manière satisfaisante pour y faire face, malgré les déclarations de J.M Blanquer. Il n'y a pas de trêve sociale avec la crise sanitaire et de nouvelles attaques s'annoncent contre nos droits et le service public d'éducation. Il nous faudra encore lutter avec plus de détermination et pour cela investir nos outils syndicaux... Travailleurs.euses de l'éducation, protégez-vous, regroupez-vous, syndiquez-vous !

COVID-19 : le ministère est toujours aux fraises !

Les enfants doivent pouvoir bénéficier de leur droit à l'éducation mais dans des conditions viables sur la durée et garantissant la sécurité de tous. Le ministère doit revoir en urgence le protocole sanitaire obsolète dans le contexte de reprise épidémique COVID-19. Lire notre communiqué spécifique. □

- [Communiqué protocole sanitaire->]
- [Dossier de rentrée 4p - Retrouvons la force du collectif !->]

Bilan de l'année scolaire passée : démasquons les incompétences de ce gouvernement !

D'abord cela a été le choc, les inquiétudes, les questionnements, puis l'adaptation. La fin d'année a été compliquée pour les personnels et les élèves, dramatiques pour les familles de nos élèves les plus précaires. Il faudra réapprendre à faire collectif. Ce qui est sûr c'est que durant la crise, le gouvernement a fait ce qu'il sait faire de mieux : de la com'...

Le télétravail en question

Les classes virtuelles, "l'école à la maison", ce n'est pas l'école et ses dynamiques collectives, ses possibilités de cours hors les murs. Et toute une partie de nos élèves se trouve exclue du fait de la fracture numérique et des inégalités sociales. Il n'empêche, que certain.e.s élèves et enseignant.e.s ont pu expérimenter un rythme plus doux, loin d'une ambiance scolaire parfois trop dure pour certains élèves, loin de l'évaluationnisme aiguë et de la course aux résultats. Ces témoignages doivent nous servir à lancer des discussions au sein des équipes pour l'école d'après. Concernant le télétravail, si dans un futur proche nous devons à nouveau faire face à un confinement, il nous faudra être vigilant.e.s et nous protéger face au surmenage qu'il peut induire. Pour trop de collègues, le télétravail s'est transformé en auto-aliénation. Nous devons également réclamer l'équipement des personnels et des élèves en matériel informatique.

Que dire de la coopération qui fait vivre la classe ? Le télétravail renforce l'individuation du travail et tend à réduire ses formes collectives : nous ne pensons plus en commun mais chacun devant nos ordinateurs. Sa généralisation dans l'enseignement à distance a montré qu'elle accentuait les inégalités dans les apprentissages. Elle éclate le groupe classe déjà mis à mal au lycée par les réformes Blanquer.

Les invisibles de l'école

Les médias ont beaucoup relayé les témoignages des enseignant.e.s démunie.e.s face au télétravail mais oublié trop rapidement les autres personnels de l'éducation sans qui les cours en présentiel seraient impossible. Les travailleur.euse.s de l'éducation ce sont aussi les AED, les AESH et les personnels Santé-sociaux, les agent.e.s et administratifs. Les AS scolaires n'ont pas compté leurs heures pour apporter soutien et aide aux familles et élèves les plus démunie.e.s. Comme dans d'autres secteurs de la société, ce sont les premier.e.s de corvée qui sont les moins bien payé.e.s !

AESH et AED ont trop souvent payé le prix fort de la reprise : autoritarisme de certains chefs, imposition de missions qui ne sont pas les leurs ...

Cet été, le gouvernement en vacances ?

La gestion estivale de la crise COVID-19 par le ministère est encore calamiteuse. Au long silence radio de J.M Blanquer a succédé une communication médiatique tout azimut, mais qui n'apportait aucune réponse aux questions essentielles.

Pour la rentrée rien de concret n'a été fait. Deux mois pour discuter de moyens supplémentaires, pour anticiper les besoins réels de personnels, pour l'aménagement des locaux (points d'eau, réflexion sur le brassage, la circulation des élèves...). Deux mois pour anticiper, pour rassurer, pour organiser. Rien.

Dans le même temps, les idées libérales et autoritaires gagnent encore du terrain...

Un projet de décret, présenté en comité technique ministériel le 12 juin, crée un nouveau concours de recrutement des chefs d'établissement. Il sera ouvert à tout manager du privé. Encore un pas vers la privatisation de l'éducation nationale.

Avec les "vacances apprenantes", le gouvernement se sert de la situation causée par la crise épidémique pour mettre en place la vente à la découpe du service public d'Éducation. Exemple incroyable du label accordé aux supermarchés Auchan ! Les grands magasins se sont ainsi servi de leurs espaces pour accueillir des élèves et recruter du personnel ! Ballon d'essai ?

La gestion des concours internes a été scandaleuse : des milliers de candidat·e·s ont été recalé·e·s sur dossier. C'est comme cela que le ministère traite les enseignant·e·s précaires !

Les enseignant·e·s ont été félicité·e·s et on entend parler de hausse de budget dans l'éducation mais malgré cela le point d'indice demeure gelé. Et ce n'est pas les 400 millions annoncés ces derniers jours qui vont nous satisfaire !

Réforme du bac : les E3C changent de nom pour devenir des "évaluation communes", mais malgré leur rejet par les élèves et les personnels, rien de bien nouveau.

La caporalisation des enseignant.e.s du primaire continue. Dans une circulaire du 25 août, le ministère ouvre la voie à des « délégations de compétences des inspecteurs de l'éducation nationale (IEN) aux directeurs d'école ». Ceci avant même la présentation annoncée d'un prochain projet visant à transformer de fait les chargé-e-s de direction en supérieurs hiérarchiques. Si les conditions de travail des collègues doit être améliorée nous refusons une évolution qui remettrait en cause l'horizontalité du fonctionnement dans les écoles.

Rentrée 2020 : com' ministérielle, flou et inquiétudes

Lors de son discours de pré-rentrée, le ministre en a profité pour en remettre une couche sur ses réformes et nous servir sa propagande. Mais concernant le protocole sanitaire, c'est très léger. Le message reste très flou : alors que les cas de contamination augmentent et que la situation sanitaire se dégrade, le gouvernement parle d'un retour "normal" en classe avec un protocole quasiment inchangé. Lors de la conférence de rentrée du 26 août, le ministre de l'Éducation a rappelé que ce protocole sanitaire élaboré en juillet était "simple et clair" et qu'il n'avait "pas vocation à varier" au cours de l'année scolaire 2020-2021. Pourtant plusieurs points sont particulièrement problématiques et doivent être corrigés : distanciation physique facultative en milieu clos alors que la ventilation trop restreinte est dangereuse (contamination aérosol), limitation du brassage des groupes "dans la mesure du possible", nettoyage des locaux restreint à une fois par jour, préconisations pour la restauration collective difficilement applicables avec un fonctionnement à plein régime, lavages de main préconisés se heurtant à la réalité des installations sanitaires de nombreux établissements,

manque de clarté de la gestion des contaminations détectées gérées au cas par cas.

Les directives sur l'enseignement de l'EPS et l'Éducation musicale réaffirment la nécessité de maintenir les activités et pratiques de groupe que leur enseignement implique malgré le protocole sanitaire. Toutefois rien n'a été dit sur les autres matières comme les arts plastiques, la SVT ou les Sciences physiques pour lesquels l'activité créatrice et expérimentale restent centrales. Les objectifs pédagogiques de ces disciplines varieront-ils en fonction des choix d'organisation de tel ou tel établissement ?

Tout va donc dépendre des moyens techniques et humains mobilisables sur un établissement donné. Cette délégation qui se veut responsabilisante ressemble plutôt à un "démerdez vous !" inégalitaire et très idéologique.

Le port du masque généralisé pour tous les adultes et enfants de plus de 11 ans (ce qui pose question de la protection des élèves de primaire) est présentée comme la panacée. Ce ne sera vraisemblablement pas suffisant pour palier les failles du protocole alors que pour les personnels et enfants « vulnérables » la rentrée sera "normale", sans mesures de protection particulière ! .

Une fois de plus le ministère cherche à s'auto-convaincre, et pérorer avec autorité "Tout est prêt !". Cela ne rassure personne : ni les personnels, ni les parents, ni les élèves. Une semaine après la rentrée des classes sur l'île de la Réunion, plus d'une vingtaine d'écoles étaient fermées, des classes mises en quarantaine. (Mais non, tout va bien..). Dans certaines régions (les Bouches-du-Rhône par exemple) l'épidémie est en train de reprendre et on assiste à la mise en place de mesures globales décidées au niveau nationale sans concertation avec les responsables académiques et départementaux. Les élèves et les personnels n'auront de précisions que la semaine prochaine alors que la situation est grave et requiert des mesures urgentes : on ne joue pas avec la santé des gens ! Nous sommes en situation de réactivité totale, ce qui signifie que d'un jour sur l'autre, "il pourra y avoir une fermeture d'école ou de lycée" a précisé Blanquer le 27 août.

Aucun bilan de la crise sanitaire n'a pas été tiré avec l'ensemble des acteurs de l'éducation et il est clair que le ministre n'a tenu compte d'aucun des avis des syndicats et des associations de parents d'élèves sur l'organisation de l'enseignement à distance en cas de fermeture de classe ou de re-confinement plus général.

Blanquer s'est montré inflexible sur la question de la gratuité des masques pour les élèves, alors qu'ils vont lourdement peser dans le budget des familles les plus précaires.

Si l'école a continué plus ou moins bien pendant des mois, c'est que des enseignant·e·s et autres personnels de l'éducation se sont sentis prêts à continuer à enseigner et à tisser du lien, malgré l'inédit de la situation et l'absence de formation et de moyens pour y faire face. Nous sommes au côté de ceux et celles qui agissent pour qu'il y ait cours dans des situations anormales et nous serons comme eux vigilant·e·s à ce qu'en cas de nouvelle fermeture, les classes virtuelles et l'école à la maison, n'accentuent pas les inégalités d'apprentissage ni n'aggravent les conditions de travail des personnels. Nous sommes prêts à nous battre pour que les conditions de travail du personnel et des élèves soient prises en considération et que le ministère équipe les écoles, collèges et lycées en conséquence. Nous refusons les dérives possibles que la virtualisation de l'enseignement et le télétravail font déjà peser sur la pédagogie et les conditions de travail (droit au repos, temps de travail etc.).

La réforme des retraites (dont les personnels de l'Éducation seront parmi les salarié·e·s les plus impacté·e·s) n'est pas abrogée mais seulement reportée à janvier 2021 ! L'épisode Covid montre bien qu'il est hors de question de faire travailler les personnes toujours plus longtemps car nous ne sommes pas à égalité devant la mort et les épidémies. Les mauvaises conditions de travail ou l'exclusion fragilisent les défenses immunitaires des plus pauvres et facilitent la propagation des virus ! En favorisant la mise en concurrence globalisée et mondialisée des travailleurs, les gouvernement capitalistes précipitent des populations de l'exclusion vers la mort...

Cette épidémie a par ailleurs révélé les ravages causés par des années d'austérité sur nos biens communs et nos services publics. C'est vrai pour le monde hospitalier comme pour l'école : fracture numérique, établissement sous-équipés, précarité généralisée ! Le roi est nu et on voit tout ! Comme le confinement a redonné de la valeur à l'espace collectif de l'école, il est possible que les conditions de reprises en juin, pour exceptionnelles qu'elles furent, redonnent de la pertinence à nos revendications concernant la diminution des effectifs par classe et l'autonomie pédagogique. A cause de la crise et grâce à tous les personnels de l'enseignement, ce qui était une lubie syndicale est devenue réalité ! Le monde d'après ne doit pas être une illusion : l'éducation est un grand cadavre à la dérive, il est plus que temps de réinjecter des moyens et de se débarrasser des principes individualistes et autoritaires qui la gangrènent !

Une autre école pour un autre futur !

Nous aspirons à une refonte de l'école appuyée sur des enseignements et des systèmes d'évaluation au service de l'élève, qui puissent l'aider à prendre confiance, à construire des savoirs utiles, émancipateurs et ouverts sur le monde. Contre le gavage, le bachotage permanent, le déni des réalités sociales, une école hors sol qui reproduit les inégalités, trie et étiquette nos élèves. Notre travail dans les classes et hors les murs veut pouvoir s'adapter à leur cheminement singulier, favoriser la joie d'apprendre, et utiliser l'évaluation comme outil formateur.

Nos revendications pour l'école d'après :

- masques gratuits pour les élèves comme pour les personnels
- baisse des effectifs par classe et établissement
- ouverture d'écoles et d'établissements scolaires
- hausse des salaires
- embauche de personnels, ouverture de concours et de formations
- mise en place d'une véritable médecine du travail avec embauche de médecin-fonctionnaires
- augmentation de l'équipement informatique des établissements et équipement des personnels en cas de télétravail
- privilégier le logiciel libre
- une réflexion autour des programmes qui doivent être élaborés par les acteurs de l'enseignement accompagnés par des universitaires
- renforcement de l'éducation prioritaire : donnons plus à ceux qui en ont le plus besoin
- abandon des "réformes" des retraites, de la fonction publique et de l'assurance-chômage

Une bonne résolution pour la rentrée, se syndiquer !

Historiquement notre secteur professionnel a toujours été un bastion syndical fort mais ici comme ailleurs ce modèle est en crise avec un effondrement de la syndicalisation ou de la participation aux élections professionnelles. Le syndicalisme institutionnel est en faillite : impuissance face à la casse systématique d'une école publique de plus en plus inégalitaire, impuissance face à la dégradation de nos droits et conditions de travail, cogestion et clientélisme parfois douteux, course aux décharges qui éloigne les syndicalistes du terrain... Retour ligne automatique

Nous partageons toutes ces critiques ! Il est temps de développer, à la base, un modèle alternatif qui revient aux fondamentaux du syndicalisme. C'est le sens de l'engagement quotidien des militant-e-s de la CNT Solidarité Ouvrière. Rejoignez-nous pour construire ensemble un outil de lutte, de solidarité et de défense au service de l'intérêt collectif, porteur de progrès pédagogiques et d'un projet de transformation sociale !

rentrée scolaire 2020 :

protocole sanitaire hors-sujet

moyens insuffisants

flou

de la com' mais pas de préparation cet été
protection insuffisante des personnels et élèves vulnérables
improvisation

refus de la gratuité des masques pour les élèves



le Ministère de l'Éducation nationale est toujours aux fraises !

CNT-Solidarité Ouvrière Éducation / Recherche

 EducationCNTSO

 educationso

www.cnt-so.org

